Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Non à la misère et aux guerres qui viennent !

Editorial des bulletins d'entreprise du 12/04/26

Dans quel monde nous réveillerons-nous demain ? Mardi 7 avril, cette question s'est imposée de façon concrète et brutale. À quelques heures de l'échéance de son ultimatum, Trump menaçait l'Iran d'un anéantissement total, écrivant sur son réseau social qu'une *« civilisation entière va mourir ce soir »*. Moins de 90 minutes avant l'échéance, il a fait volte-face.

L'annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines, en échange d'une reprise du trafic dans le détroit d'Ormuz, accorde peut-être un peu de répit. Mais pour aller vers quoi ? Le début des négociations menées au Pakistan, qui devaient en fixer l'issue, n'ont débouché sur aucun accord et Trump annonce un blocus maritime de l'Iran. Et quel crédit accorder aux engagements des dirigeants américains ? A deux reprises, en juin 2025 et en février 2026, les Etats-Unis ont attaqué l'Iran alors que des négociations étaient justement en cours.

Puis que signifie un cessez-le-feu lorsque, quelques heures après l'annonce, Israël lance une attaque meurtrière sur le Liban ? En l'espace de dix minutes, l'armée israélienne a bombardé plus de 100 sites, tuant plus de 300 personnes et faisant plus de 1.000 blessés.

Aujourd'hui, Israël dit vouloir entamer des négociations de paix avec le Liban. Mais les promesses de paix d'Israël n'ont jamais empêché ses bombes de tomber. Les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie le savent mieux que personne.



Ce cessez-le-feu n'est au mieux qu'une trêve entre deux guerres. En témoignent l'augmentation des budgets militaires et les préparatifs de toutes les puissances impérialistes pour la guerre. Aux USA, l'inscription au service militaire pour les hommes de 18 à 25 ans pourrait devenir automatique et l'armée de terre a relevé l'âge de recrutement de 35 à 42 ans. En Allemagne, les hommes de 17 à 45 ans doivent désormais demander l'autorisation de l'armée pour quitter le pays plus de trois mois !

Nous ne payons pas encore le prix du sang comme les Iraniens, les Palestiniens ou les Libanais. Mais tout indique que nous le payerons un jour si nous ne faisons rien pour mettre fin à cette escalade. Et nous payons déjà très cher ces guerres.

Il faut maintenant débourser 10 à 30 euros de plus pour faire le plein. Une fois de plus, nous nous retrouvons rackettés avant même d'avoir commencé notre journée de travail. Pour beaucoup de travailleurs, il s'agit de choisir entre faire des courses ou mettre du carburant pour aller travailler !

Inquiétant ? Pas pour tout le monde. Car le malheur des travailleurs fait le bonheur des capitalistes. En ce moment, les raffineurs et tous ceux qui spéculent sur le pétrole s'en mettent plein les poches. Lorsque le prix du pétrole a explosé, les prix à la pompe ont tout de suite monté en flèche. Et quand le prix du pétrole baisse, à la pompe, les prix ne baissent que bien plus lentement qu'ils n'avaient augmenté. Une étude de Greenpeace montre que les compagnies pétrolières dans l'Union européenne réalisent plus de 80 millions d'euros par jour de « surprofits » depuis le début de la guerre en Iran, comparé à leurs profits avant-guerre.

Alors oui, la question se pose avec plus de sérieux que jamais : quel sera le monde de demain ?

La réponse des capitalistes est sous nos yeux : guerre, répression et durcissement autoritaire. En Israël, le gouvernement a voté une loi instituant *« la peine de mort pour les terroristes »* qui est taillée sur mesure pour ne s'appliquer qu'aux Palestiniens. Aux États-Unis, la police anti-immigration (ICE) poursuit ses opérations contre les populations immigrées.

Le gouvernement belge n'est pas en reste. Il a fait passer une loi pour autoriser la police et les agents de l'Office des étrangers à arrêter à leur domicile les personnes sans titre de séjour pour les envoyer en centre fermé. Pour ces dirigeants, des ouvriers, des retraités ou même des enfants sont considérés comme « criminels » uniquement parce qu'ils n'ont pas de titre de séjour.

Mais ce monde n'est pas le seul possible. Face à cette offensive généralisée, des résistances émergent. En Israël, des manifestations ont eu lieu pour dénoncer la guerre. Aux États-Unis, les habitants se sont organisés pour faire face aux opérations de l'ICE.

Bien que minoritaires, ces initiatives montrent la seule issue possible : que les travailleurs s'organisent et imposent leurs propres intérêts. Ici aussi, la meilleure manière de refuser l'avenir de guerre que les capitalistes préparent, la meilleure manière d'apporter un soutien aux travailleurs qui sont aujourd'hui sous les bombes, c'est d'imposer que les capitalistes payent les augmentations de salaires nécessaires face à la hausse des prix, et aussi de se préparer, lorsque les gouvernements voudront nous envoyer à la guerre, à être nombreux à se révolter.

Dans les entreprises

Grève chez Bpost



Après trois semaines de grève, la direction de Bpost a été contrainte de faire plusieurs concessions aux travailleurs. Le pré-accord proposé aux syndicats prévoit que *« la majorité des services »* se termineront à 17 heures, le maintien du titulariat, c'est à dire des tournées fixes qui diminuent la charge de travail, la garantie d'horaires fixes connus une semaine à l'avance, un pool de postiers pour des renforts en interne et une augmentation de deux euros des chèques repas.

Mais les grévistes ne font aucune confiance à la direction. Si elle promet de terminer *« la majorité des services à 17 heures pour que le personnel puisse aller chercher les enfants à l'école »,* c'est pour imposer des horaires plus tardifs à une minorité, puis grignoter toujours plus de flexibilité sur la majorité. Une expérience que les postiers ont déjà tous vécue.

La grève a renforcé les travailleurs face au patron qui utilise la flexibilité pour faire courir toujours plus les postiers et ainsi supprimer encore des emplois. De 45.000 au début des années 1990, il ne reste que 24.000 postiers à l'heure actuelle. Certes il y a moins de courrier, mais plus de colis ! Mais en fermant les petits dépôts pour rassembler le personnel dans des centres de tri ultra-automatisés, la direction a regroupé des milliers de travailleurs et favorisé leur capacité à s'organiser et à lutter pour leurs intérêts.

La force des travailleurs, c'est la grève

Depuis trois semaines, les médias, les organisations patronales et les politiciens critiquent en boucle les grévistes de Bpost. Des entreprises ne peuvent livrer leurs commandes, des véhicules ne reçoivent pas leurs plaques d'immatriculation, les logopèdes et les kinés ne sont pas remboursés par les mutuelles parce que les justificatifs de leurs prestations sont bloqués dans un centre de tri…

Oui, après des années de propagande patronale justifiant les sacrifices au nom du recul du

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

courrier, la grève révèle à quel point les postiers sont au centre du fonctionnement de l'économie.

Les organisations patronales, relayées par le MR, voudraient imposer un service minimum chez Bpost comme à De Lijn et à la SNCB. Les travailleurs de Bpost ont démontré que la grève est leur force collective face aux patrons et cela montre le chemin aux travailleurs de tous les secteurs, confrontés aux mêmes problèmes, service minimum ou pas.

Grèves dans les prisons

Lundi 13 avril, les agents pénitentiaires du pays ont fait 24 heures de grève en front commun syndical pour dénoncer la privatisation qui touche leur secteur. Environ 200 travailleurs dont des délégués syndicaux étaient rassemblés devant la prison d'Anvers.

Ils s'opposent à la décision du ministère de la Justice qui prévoit, dans la future nouvelle prison d'Anvers, que certains métiers soient exercés par des salariés de sociétés privées. Cela voudrait certainement dire des salaires plus bas, des contrats plus flexibles et plus précaires ainsi qu'une division entre les travailleurs « du public » et ceux « du privé ». Et des patrons qui feront tout pour augmenter leurs profits.

Une autre grève de 24 heures a été annoncée pour le lundi 20 avril, à la prison de Haren. Les agents pénitentiaires y dénoncent le manque de personnel et la surpopulation (170 détenus dorment sur le sol). Ces conditions d'internement ont favorisé le déclenchement de plusieurs incidents violents.

La bourgeoisie, avec son gouvernement, mène l'austérité contre les travailleurs et aggrave les conditions de travail, même dans la gestion de ses prisons, pourtant l'un de ses outils de répression et de domination à côté de la police, la justice et l'armée.

Pour se défendre face à l'austérité qui touche y compris les agents pénitentiaires, ces grèves d'un jour peuvent être le premier pas vers des luttes qui s'élargissent à tout le secteur et même à d'autres.

Allemagne : grève dans le secteur aérien

Depuis une semaine, des milliers de vols de la compagnie Lufthansa et de plusieurs de ses filiales, notamment Eurowings et Cityline, ont été annulés du fait de la grève massive du personnel de bord et des pilotes.

Ils protestent, à tour de rôle, contre une nouvelle convention collective imposant une surcharge de travail, des plannings changeant sans cesse avec des délais de préavis raccourcis.

La question des salaires et des retraites est également posée. La compagnie, qui a réalisé un chiffre d'affaires record en 2025 et a amélioré sa marge d'exploitation, leur oppose un plan de réorganisation qui continuera à tailler dans les effectifs et aggravera les conditions de travail.

Les actionnaires s'y entendent en matière de vol !

LO France

Echos des bulletins d'entreprise

Chemins de fer

Non aux suppressions de postes !

Pour préparer l'ouverture à la concurrence, la direction impose des mesures qui visent à supprimer des postes partout.

Système TIM dans les ateliers, nouvelles règles du SELOR (test de langue) pour les accompagnateurs; mise en place de la SNCB Academy en supprimant des dizaines de postes; centralisation des services de contrôles comme le SOC et le RCC,... les exemples s'accumulent !

Mais le travail ne disparaît pas avec les postes supprimés, au contraire, avec l'augmentation du nombre de trains et de passagers il ne fait qu'augmenter !

Pour se défendre de la pression qui ne fait qu'augmenter il faut des embauches plutôt que des suppressions de postes !

On recherche : nos pauses

Régulièrement, quand il y a un retard de train, les conducteurs et accompagnateurs doivent raccourcir leurs pauses, quitte à ne pas en avoir du tout !

Enchaîner un service sans pause, c'est épuisant, en plus d'être dangereux pour le personnel et pour les passagers. On n'a pas à accepter ça ! Ce qu'il faut, c'est des embauches pour avoir du personnel de réserve en cas de nécessité !

Plus d'amendes = plus d'agressions

La direction de la SNCB a annoncé supprimer la vente de billets à bord des trains à partir de juillet 2026. Elle prétend que cela permettrait d'améliorer la sécurité du personnel, en particulier des accompagnateurs de trains…

Comme si imposer d'office des amendes de 90€ au lieu du supplément de 9€ allait permettre de diminuer l'agressivité dans les trains ?!

Colruyt Dassenveld

Le covoiturage pour les travailleurs, les profits pour Colruyt

Le prix de l'essence a augmenté. La direction va-t-elle augmenter les salaires ? Augmenter l'indemnité kilométrique? Non, Colruyt nous propose… le covoiturage ! Et pendant qu'on nous demande de nous organiser entre collègues pour covoiturer, Colruyt continue d'empocher les bénéfices liés à la hausse des prix de l'énergie !

Ce sera quoi leur prochaine idée pour éviter d'augmenter les salaires ? Le logement partagé entre travailleurs ?

Déductions fiscales : faux cadeau

Le covoiturage nous donnerait accès à des déductions fiscales. Mais chez qui l'État irait récupérer cet argent ? Tant que ce ne sont pas les capitalistes qui payent, c'est à nous que la note sera présentée. Ce qu'on « recevrait » d'un côté, on le payerait de l'autre !

Covoiturage… avec quels horaires ?

Faire du covoiturage, encore faudrait-il pouvoir s'organiser ! Avec nos horaires qui varient tout le temps, ça veut dire souvent attendre ses collègues, 10, 20 voire 30 minutes.

Colruyt nous paie les 30 minutes d'attente ?

Triple vol

Selon une étude du think tank Minerva, l'État subsidie directement plus de quatre cinquièmes de la prime de nuit pour les ouvriers de la logistique alimentaire. Pour les salaires supérieurs à 22 euros de l'heure, le subside public peut même dépasser le montant de la prime !

Les actionnaires sont des parasites qui nous volent trois fois : comme travailleurs, par le travail que nous faisons pour leur profit ; comme consommateurs, par les prix élevés que nous payons ; et comme contribuables, par les cadeaux massifs que l'État verse aux capitalistes.

Kit de profits

Colruyt propose en magasin un « kit de survie ». 30 euros pour quelques barres de céréales, des pâtes sauce barbecue, etc. Sans eau ni couverture de survie… mais qu'importe : l'objectif du kit est de transformer la crainte face à la guerre en opportunité marketing !

Leur société réactionnaire

Cours de racisme

Début avril, une conférence a eu lieu à l'université de Gand, animée par Nathan Cofnas, un chercheur américain récemment recruté par l'UGent et connu pour ses « études » sur le « réalisme racial ».

Qu'est-ce que c'est ? Une pseudo-théorie d'une inégale répartition des gènes, et donc de l'intelligence, selon les populations.

Pour de tels personnages, peu importe la réalité scientifique, peu importe qu'ait été prouvé que toutes les théories raciales du 19ème siècle, inventées pour justifier l'esclavage et la colonisation, étaient falsifiées et bidon.

L'extrême droite cherche à recycler ce vieux racisme dans un langage qui sonne savant pour lui donner une fausse crédibilité.

Ce que montre la science historique, en revanche, c'est que ces théories raciales ressurgissent toujours quand les classes dirigeantes, coincées dans un système capitaliste en crise, cherchent à justifier leurs attaques contre les travailleurs — noirs, juifs, arabes, immigrés ou tout autre bouc émissaire du moment — par un racisme qu'elles habillent de science.

De nombreux universitaires et étudiants se sont opposés à sa nomination et à la tenue de la conférence. C'est compréhensible, mais ça ne suffira pas à annihiler le racisme.

Il faut bien entendu combattre ces idées réactionnaires ! Mais il faut surtout s'attaquer au système capitaliste lui-même car il nourrit, à chaque crise, les idées les plus réactionnaires.

Le pilotage médiatique de l'affaire des « drones russes »

A l'automne dernier, les médias adoptaient un langage alarmant : des « drones russes » auraient survolé des bases militaires et l'aéroport de Zaventem. Sur les plateaux de télévision et dans les colonnes des journaux, des politiciens, des éditorialistes et autres prétendus « experts » défilaient pour agiter *« la menace russe »* ! Le message de peur qu'ils voulaient transmettre était limpide : *« nous sommes en danger »* !

Six mois plus tard, la VRT dévoile le mensonge. Il n'y a aucune preuve de l'existence de ces drones ! Les photos transmises à la presse ? Un hélicoptère de police…

Cette opération de manipulation n'avait qu'un seul but : embrigader la population et justifier des dépenses militaires.

Ce genre de chose se reproduira : annonces affolantes, prétendues menaces, risques d'attentats, de piratage informatique, … Et quand l'actualité ne donnera pas suffisamment de matière à manipuler, des mensonges seront encore inventés de toute pièce. Plus la guerre se généralisera, plus la propagande militariste et nationaliste tapera dur. Il faut se préparer à y résister !

Dans aucun pays du monde les populations n'ont d'intérêt à l'augmentation des budgets militaires et aux guerres ! Il ne faut croire aucun mot qui sort de la bouche de ceux qui gouvernent ou se proposent à gouverner cette société !

Copains à mort

La VRT dénonce également le ministre Francken (N-VA) qui a profité de toute l'affaire pour faire acquérir pour 50 millions de matériel pour intercepter et neutraliser des drones. Pour cette dépense, le ministre aurait favorisé certains capitalistes de l'armement de ses connaissances.

Ce genre de pratique choquante est en fait monnaie courante. C'est même exactement ce qu'attendent les capitalistes des politiciens : les couvrir de cadeaux aux frais des contribuables !



Photo d'un vrai drone

Aujourd'hui des voix s'élèvent pour reprocher à Franken d'avoir favorisé ses amis dans l'attribution des contrats, de ne pas avoir suivi les procédures d'appel d'offre, et d'avoir payé jusqu'à quatre fois plus cher que les prix proposés ailleurs. Il s'agit là surtout des manœuvres politiciennes des partis de l'opposition qui s'appuient, pour obtenir quelques échos, sur la frustration des capitalistes qui n'ont pas pu cette fois profiter des largesses de la dépense publique.

Que les procédures soient respectées ou pas, le résultat est le même : qu'ils soient de droite ou de gauche, les politiciens au gouvernement couvrent de cadeaux les capitalistes et font payer la note aux travailleurs ! Et tout ça pour préparer la guerre !

Police impunie

En Belgique, les chiffres du Comité P, l'organe chargé de contrôler la police montrent toute l'impunité de la violence policière.

En 2024, 2.545 plaintes ont été déposées et moins d'une plainte sur cinq a abouti à la reconnaissance d'un *« dysfonctionnement »* de la police. Sans parler des nombreuses victimes qui n'ont jamais porté plainte. Mais même quand la police est jugée responsable, seules 16 % donnent lieu à une mesure disciplinaire, et à peine 8 % sont transmis à la justice.

Une justice qui n'hésite pas à fonctionner en tandem avec la police. Une avocate dénonce par exemple qu'un procureur a déclaré au tribunal : *« Je n'ai rien à reprocher à MES policiers »*. Et quand les institutions ne se protègent pas entre elles, ce sont des centaines de dossiers qui sont abandonnés ou requalifiés en infractions moins graves, pour éviter les grosses sanctions.

Alors quand des milliers de plaintes n'aboutissent à rien, quand des violences sont impunies, quand des morts restent sans responsable, il ne s'agit pas de *« dysfonctionnements »*. Les officiers et l'État couvrent les actes violents.

L'État a besoin de policiers rompus à ces pratiques, pour maintenir la domination de la minorité exploiteuse sur la majorité exploitée.



Énergie : précarité et profits

Crise pour les uns, millions pour les autres

La FEB, principale organisation patronale en Belgique, s'oppose à ce que le coût de la hausse des prix de l'énergie soit supportée par les grandes entreprises. Alors que les travailleurs payent chaque jour la montée des prix, le patronat, lui, refuse qu'on touche à ses profits.

Rien que l'an dernier, le patron d'AB InBev aurait perçu 85 millions d'euros. La dirigeante de Syensqo a touché plus de 40 millions d'euros. Et le PDG de Bpost aurait empoché un million d'euros.

Le patronat a la bouche pleine mais il n'y a rien à attendre du gouvernement pour lui faire cracher cet argent.

Prime pour service rendu

L'ex-CEO de Syensqo, pour sa dernière année à la tête du groupe chimique belge, a reçu 40 millions d'euros, dont 13,1 millions d'indemnité de départ et 4,4 millions… pour avoir refusé un poste chez la concurrence.

Pendant ce temps, le groupe annonçait 350 licenciements en 2024, puis 200 autres en 2025.

Malgré des résultats en berne, les actionnaires, eux, ont continué à percevoir leurs dividendes de 1,62 euro par action, versés sans interruption.

Ce n'est pas un accident : la CEO a fait exactement ce pour quoi elle était payée : faire porter la crise sur les travailleurs pour préserver les profits.

Deux poids, deux mesures

Les ménages continuent de subir l'explosion du prix de l'énergie. Après avoir fait traîner les choses en longueur, le gouvernement fédéral a annoncé quelques timides mesures destinées à donner le change à ses électeurs.

Ces mesures ne suffiront pas à défendre le pouvoir d'achat des travailleurs, les ministres le savent, mais ils prétendent qu'il n'y aurait pas assez de budget pour aider tous les ménages qui en ont besoin. Ce n'est là qu'un mensonge éhonté. Les moyens existent sur les comptes des capitalistes, en particulier ceux de l'énergie qui spéculent sur la hausse des prix !

En fait, les ministres refusent d'agir car ils trouvent normal que les spéculateurs amassent des fortunes en utilisant l'excuse de la guerre pour augmenter les prix et faire payer la population. Pour les ministres, les budgets de l'État doivent servir les capitalistes et pas la population. C'est pourquoi les mêmes qui se montrent si récalcitrants à agir pour soutenir les ménages, se montrent si prompts à voter les budgets et les lois pour soutenir les factures énergétiques des industriels !

Au mois de décembre déjà, le gouvernement débloquait deux milliards pour subsidier les factures d'électricité des entreprises, et le 16 avril la Chambre adoptait un projet de loi permettant à certaines entreprises de bénéficier d'un prix préférentiel ! Où sont les contraintes budgétaires maintenant ?!

L'hypocrisie des serviteurs des capitalistes est flagrante.

Répit en trompe-l'œil ?

Pour la deuxième fois, des partis de l'opposition (PS, PTB et Écolo d'un côté, Vlaams Belang de l'autre) ont déposé des amendements nécessitant de reporter le vote de la loi-programme, qui prévoit notamment la limitation de l'indexation des salaires au-delà de 4.000 euros brut et une hausse des accises sur l'énergie.

La majorité a finalement décidé de reporter la hausse des accises sur le gaz et le mazout au 1er juillet. Un peu de répit ? Peut-être. Ce report traduit avant tout la crainte des partis de trop perdre en popularité en votant une hausse des taxes en pleine période de flambée des prix du carburant. Mais il n'empêchera pas le gouvernement de protéger les profits des plus riches tout en s'en prenant aux travailleurs.

Lors de la précédente crise énergétique, en 2022, le gouvernement avait baissé la TVA sur l'énergie de 21% à 6%. Mais cela n'a ni empêché des milliers de ménages de devoir passer l'hiver sans chauffage, ni empêché le gouvernement dans le même temps de bloquer les hausses de salaires, de relever l'âge de la retraite à 67 ans ou d'introduire des conditions d'accès à la pension minimum, poussant par conséquent de nombreux retraités dans une plus grande précarité ! Une baisse des taxes ou un report des accises ne protège pas durablement les travailleurs si elles ne sont pas accompagnées d'une hausse des salaires qui suit les hausses de prix.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !

Des soignants prennent la parole

Dans une carte blanche à l'initiative d'une infectiologue du CHU Saint-Pierre à Bruxelles, plus de 300 signataires, dont 150 soignants, dénoncent la décision du ministre de la Santé (Vooruit), qui a mis fin à la gratuité de certains médicaments d'importance vitale.

L'infectiologue explique : *« […] sans ces molécules, les patients risquent de voir leur maladie sérieusement se dégrader jusqu'à risquer leur vie. Sont inclus dans cette liste de la chimiothérapie, de l'insuline pour les diabétiques, le traitement contre la drépanocytose (une maladie génétique de l'hémoglobine), mais aussi des antirétroviraux utilisés pour contrôler l'infection au VIH, ainsi que les médicaments tuberculeux. »*

« […] Les patients paient maintenant un ou deux euros par boîte de médicament or, ils en ont besoin de plus d'une. Pour la tuberculose, cela signifie huit euros par mois pendant six à douze mois. Pour le VIH, c'est deux à dix euros par mois à vie. Oui, c'est beaucoup quand le moindre euro compte et qu'à la fin du mois, il ne reste déjà plus rien pour manger. »

Cette mesure d'austérité du gouvernement pour faire les poches aux travailleurs conduira certains patients à arrêter leur traitement. Les travailleurs les plus pauvres, les personnes en incapacité de travail, les mamans solos précarisées ou les sans-abris auront encore moins accès aux soins de santé.

Le capitalisme fait de la santé une marchandise de luxe que seuls les riches ont les moyens de s'offrir, dans leurs hôpitaux privés.



Drones neufs, écoles sacrifiées

Le jeudi 9 avril, entre 10.000 et 15.000 enseignants et autres travailleurs des différents secteurs gérés par la Fédération Wallonie-Bruxelles ont manifesté contre les mesures d'austérité du gouvernement.

Parmi les enseignants, la colère monte. Le gouvernement a décidé d'augmenter de 20 à 22 heures par semaine les cours à prester dans le secondaire supérieur, 1.500 équivalents temps plein seront supprimés.

S'y ajoutent la réforme du tronc commun, qui redistribue les heures entre matières et menace les postes dans certaines disciplines, la suppression des petites classes (différenciées par exemple) et la suppression des 7e années qualifiantes. Des enseignants dans la manifestation brandissaient une photo d'équipe où ils avaient barré les visages des collègues qui seraient dehors l'année prochaine.

C'est tout le modèle scolaire qui est attaqué : sous-investissement dans les infrastructures, mesures pénalisantes pour les enseignants malades, suppression de plus de 100 postes de conseillers en soutien et accompagnement, hausse du minerval dans le supérieur. Et pour les écoles différenciées, avec des élèves qui viennent de familles précaires, le gouvernement a imposé la fin de la gratuité des repas. Un professeur qui travaille dans une de ces écoles témoigne : *« J'ai bien peur que ce soit le retour des boîtes à tartines vides ou des repas qui sont totalement déséquilibrés ».*

Face à une société qui trouve des milliards pour l'armement et des cadeaux fiscaux aux entreprises, et qui prétend ne plus avoir les moyens pour nourrir les enfants à l'école, il est urgent de se révolter !

Pauvreté à Bruxelles

L'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles vient de publier son *« baromètre social »*. Certains chiffres sont tristement stables : à Bruxelles, une personne sur quatre vit sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec environ 1.500 euros nets par mois pour une personne seule (60% du revenu médian en Belgique).

D'autres chiffres sont en hausse inquiétante. Les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (RIS) ont plus que doublé : de 3 % en 2022 à 7 % en 2025. Comment vivre avec moins de 900 € par mois pour une personne seule ? Et ce n'est pas fini : en 2026, la réforme des allocations de chômage pousse encore plus de personnes vers le CPAS.

Le nombre de sans-abri et de mal-logés a lui aussi bondi : 9.777 personnes ont été dénombrées par Bruss'help le 6 novembre 2024, soit une hausse de 25 % en deux ans seulement.

Derrière ces statistiques, il y a la détresse bien réelle de nombreux foyers qui ne peuvent pas à la fois payer les factures et le loyer, se chauffer, manger correctement et régulièrement, se soigner, acheter une voiture, remplacer les vêtements usés… Les 20 % de Bruxellois les plus pauvres consacrent plus de la moitié de leurs revenus au loyer. Il leur reste alors à peine 10 euros par jour pour tout le reste.

Quant à l'espérance de vie, elle varie de près de cinq ans entre les communes les plus riches et les plus pauvres de la capitale.

Mais la hausse de la précarité n'est pas une fatalité. Pendant que les chiffres de la pauvreté grimpent, les profits des entreprises, eux, ne fléchissent pas — les dividendes versés aux actionnaires se comptent en centaines de millions.

C'est que la richesse des uns s'accumule sur le dos des autres. En s'attaquant aux chômeurs, aux malades, aux bénéficiaires du statut BIM, le gouvernement appauvrit des milliers de ménages, tire les salaires vers le bas, tout en continuant à abreuver les entreprises de cadeaux fiscaux et autres avantages.



Logement insalubre et lutte politicienne à La Sambrienne

L'année dernière, une mère de famille a perdu la vie dans l'incendie d'un immeuble de Couillet géré par La Sambrienne, principale société de logements publics de la région de Charleroi, avec plus de 9.500 habitations. Les enquêtes et audits menés par la Région wallonne ont mis en lumière de graves manquements : équipements de sécurité incendie hors service, logements envahis par l'humidité et les moisissures, subsides publics destinés à la rénovation inutilisés.

La ministre wallonne du Logement MR, Cécile Neven, en a profité pour dénoncer la gestion par le PS de La Sambrienne. Deux des trois directeurs ont d'ailleurs été poussés vers la sortie.

Mais cette indignation tardive sonne creux. Car le MR, tout comme Les Engagés et le PS, ont tous participé, à différents moments, à la gestion et au conseil d'administration de la société. Aucun n'a tiré la sonnette d'alarme face à la dégradation des conditions de vie des locataires ni à l'insuffisance criante des mesures de sécurité.

La gestion du logement public s'inscrit depuis des années dans une logique de sous-investissement et de dépendance accrue au privé. Ni les libéraux ni les socialistes ne remettent en cause les contrats passés avec des entreprises privées, ni les profits considérables réalisés par les grands groupes de la construction ou de l'énergie grâce à l'argent public.

Pour ces politiciens professionnels, il est normal que l'État serve de vache à lait aux capitalistes pour leur garantir leurs profits.

1er mai : journée internationale de luttes

Il y a 137 ans, la date du 1er mai a été choisie par des dirigeants du mouvement ouvrier pour organiser une journée de lutte internationale. Depuis, chaque année, des travailleuses et des travailleurs partout sur la planète, peu importe leur nationalité, se retrouvent le même jour pour manifester et faire grève pour leurs droits de travailleurs face aux capitalistes et aux gouvernements.

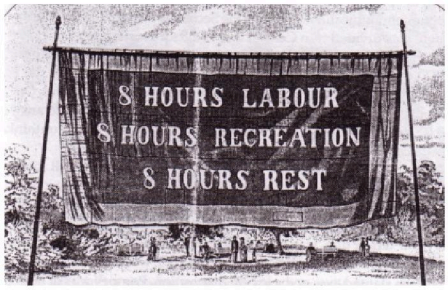
A l'origine c'est la journée des 8 heures qui fut choisie comme principal objectif aux luttes du premier mai. Ce choix avait pour but d'unir les travailleurs de tous les pays autour d'une revendication commune. Avec le temps, la journée des 8 heures fut arrachée dans de nombreux pays, et les luttes du premier mai gagnèrent alors un caractère de plus en plus politique, contre le système capitaliste.

Depuis des décennies pourtant la classe capitaliste regagne du terrain. Combien d'entre nous sont-ils forcés de travailler plus de 8 heures par jour ? Et même dans un pays riche comme la Belgique, combien se voient obligés de cumuler deux emplois ou d'accepter des heures supplémentaires ?

Ces reculs de nos conditions de vie et de travail dépassent de loin la question de la durée de la journée de travail.

Les salaires et les allocations sont de plus en plus insuffisants, les licenciements se multiplient, les droits des travailleurs sont attaqués et les services utiles à la population sont dégradés par les politiques d'austérité… Pendant ce temps les milliardaires qui nous exploitent festoient et s'enrichissent à la tête de ce système qui s'enfonce dans la crise et la guerre généralisée.

Plus que jamais, l'avenir de l'humanité dépend de la reconstruction d'un mouvement ouvrier international, conscient de ses intérêts et capable de s'organiser par-delà les frontières et toutes les autres divisions !



1er mai 1886 à Chicago : massacre de Haymarket Square

Le 1er mai 1886, le jeune syndicat américain AFL appelle à la grève pour obtenir la journée des 8 heures. A Chicago, cet appel seul suffit à faire céder de nombreux patrons qui l'accordent à leur salariés. Conscient de leur force, 340.000 travailleurs poursuivent la grève pendant plusieurs jours.

Mais les capitalistes contre-attaquent. Le 3 mai, à l'usine McCormick de Chicago, 200 policiers font irruption à la fin d'un meeting et chargent les ouvriers. Il y a deux morts et une dizaine de blessés.

Les travailleurs décident de ne pas céder. Le lendemain, un rassemblement est organisé à Haymarket Square contre la violence policière. A nouveau, à la fin du rassemblement, 180 policiers chargent la foule. Il y a des affrontements et des morts des deux côtés.

La police profite de cette occasion pour arrêter 7 militants syndicalistes anarchistes, rejoints par un huitième qui se livre à la police. Dans un procès où même le juge reconnaît pourtant leur innocence, sept de ces huit militants sont condamnés à mort « pour l'exemple », 4 seront pendus.

1er mai 1889 à Paris : congrès de la 2ème Internationale

Trois ans plus tard, 400 délégués de la 2ème Internationale socialiste proposent l'organisation d'une journée de grève universelle pour l'obtention de la journée de 8 heures. Le délégué américain propose la date du 1er mai en souvenir du massacre de Haymarket Square.

L'année suivante, le 1er mai 1890, la 2ème Internationale organise la première journée internationale de lutte des travailleurs. Depuis, des manifestations et grèves ont lieu chaque année.

1er mai 1916 à Berlin : A bas la guerre !

En pleine guerre mondiale, les travailleurs ont continué de défendre leurs intérêts communs lors du 1er mai.

En 1916, à Berlin, une manifestation ouvrière fut organisée pour dénoncer le massacre de la guerre et affirmer que l'idéal socialiste était toujours vivant, malgré la trahison des dirigeants des grands partis socialistes qui s'étaient ralliés à leurs gouvernements respectifs pour défendre la guerre fratricide.

Un petit nombre de militants ont continué de défendre l'internationalisme et de dénoncer la guerre impérialiste. Parmi eux : Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

Le 1er mai 1916, Karl Liebknecht proclame *« A bas la guerre ! A bas le gouvernement ! »* à l'unisson de milliers d'ouvriers et de jeunes qui s'étaient rassemblés autour de lui.

Pour avoir dénoncé la guerre capitaliste, il fut arrêté. Lors de son procès, 55.000 ouvriers des usines d'armement se mirent en grève. Liebknecht condamné deviendra *« l'homme le plus populaire des tranchées »*.

En 1918 la révolution allemande éclate et force l'état-major allemand à signer l'armistice.

1947 en Italie : massacre de Portella della Ginestra

Lors du rassemblement du 1er mai 1947 dans la province de Palerme un groupe mafieux massacre les paysans et ouvriers présents.

Pour l'ensemble du mouvement ouvrier italien, il était alors clair que les mafieux avaient été armés par les grands propriétaires terriens.

Ces grands propriétaires que protégeait le régime fasciste instauré par Mussolini, ne voulaient pas que la fin de la 2ème guerre mondiale accouche de mouvement révolutionnaire, comme ce fut le cas lors de la 1ère guerre mondiale.

Le 1er mai : une bataille politique

Le fascisme en Italie, le nazisme en Allemagne ou le pétainisme en France ont tenté de détourner la signification historique du rassemblement du 1er mai en tentant d'en faire une *« fête du Travail »*. Depuis, presque tous les dirigeants bourgeois ont cherché à faire de même. En Belgique en 1985, Louis Michel, à la tête du parti libéral voulut faire du 1er mai une *« fête de tous les travailleurs ».*

En 1996, le Vlaams Belang a lui aussi tenté de récupérer le 1er mai en se réunissant à Alost avec comme slogan *« du travail d'abord pour notre peuple »*.

Un slogan à l'image des partis d'extrême droite qui cherchent à utiliser les symboles révolutionnaires pour se donner un visage « anti-système »… tout en restant à la botte des capitalistes en exacerbant les divisions entre travailleurs.



Dans nombre de pays, les ouvriers manifestent le 1er mai et sont arrêtés par des régimes dictatoriaux et ne peuvent que difficilement se réunir.

Dans les pays soi-disant « démocratiques », le grand patronat et leurs alliés tentent de faire du 1er mai une *« fête nationale »* où toute référence au passé des luttes des travailleurs a disparu, parce qu'ils savent que cette histoire est riche d'expériences qui pourraient un jour devenir des armes pour les travailleurs en lutte.

Profitons du 1er mai et de tous les autres jours de l'année pour rappeler haut fort que les travailleuses et travailleurs du monde entier forment un seul camp face aux capitalistes et aux gouvernements à leur service. Vive le premier mai ! Vive la lutte internationale des travailleuses et des travailleurs !

Lutte ouvrière appelle à se joindre aux rassemblements organisés dans tout le pays le 1er mai. Plus que jamais, retrouvons-nous pour affirmer que les travailleurs n'ont pas de patrie, mais des intérêts communs à défendre dans le monde entier.

A Bruxelles, une manifestation partira à 14h de la place Marie Janson et de nombreux stands politiques seront présents au Mont-des-arts de 12h à 20h. Lutte ouvrière participera à ces deux événements.

International

Iran : les spéculateurs en profitent

Le 21 avril, le cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran arrive à son terme sans qu'aucune amélioration réelle ne se dessine. Les négociations ont surtout montré que Trump continue sa politique du gros bâton.



Washington exige la réouverture immédiate du détroit d'Ormuz, l'abandon total du programme nucléaire iranien et la remise de ses stocks d'uranium enrichi, le tout sans la moindre contrepartie.

Incapable, pour l'instant, de faire plier le régime dictatorial iranien, Donald Trump n'a pas repris les bombardements. Il a cependant décidé d'instaurer un blocus depuis le 13 avril. Désormais, tout navire en provenance ou à destination d'un port iranien peut être pris pour cible. L'objectif est d'asphyxier l'économie iranienne en empêchant toute entrée de marchandises et aussi toute exportation de son pétrole, qui constitue sa principale source de revenus. Les États-Unis espèrent également que la Chine, principal importateur du pétrole iranien, fera pression sur Téhéran pour la contraindre à revenir à la table des négociations.

Pendant que la guerre continue, les spéculateurs se ruent au casino des marchés financiers pour profiter de la situation.

Chaque déclaration, chaque menace, chaque promesse de réouverture fait bondir ou chuter les prix du pétrole. La brève réouverture du détroit, le 17 avril, avait fait reculer les cours… avant que la fermeture ne relance immédiatement la hausse… jusqu'à la prochaine déclaration de Trump…

Dans cette situation, les capitalistes de la finance tirent profit de l'instabilité permanente, tandis que les populations en subissent directement les conséquences.

Derrière les fluctuations des marchés, ce sont les prix de l'énergie, du transport et des biens de première nécessité qui augmentent. À chaque tension, à chaque annonce, ce sont nos factures qui grimpent et nos conditions de vie qui se dégradent.

En Iran, la population vit au rythme des menaces de destruction totale, des annonces de cessez-le-feu aussitôt contredites, des ouvertures suivies de nouveaux blocus et de la répression de la police du régime des mollahs. Un peuple pris au piège de la guerre entre bourgeoisies rivales.

Délit d'initié

Trump, son administration et sa famille voient s'accumuler les soupçons de fraudes, comme des délits d'initié. À chacun de ses revirements, et ils sont nombreux dans sa guerre contre l'Iran, des transactions suspectes sont repérées.

Comment expliquer, par exemple, les transactions réalisées sur le pétrole, pour des valeurs de plus de 500 millions de dollars, à chaque fois quelques minutes avant un tweet de Trump annonçant des négociations avec l'Iran – faisant chuter le prix du baril et générant des gains importants.

Une chose est sûre, le président des États-Unis connaît son métier : enrichir les riches de son pays. C'est en cela qu'il leur est utile et conserve du soutien. Et bien sûr, il n'oublie pas sa famille.



Blasphème selon Saint-Trump



Image postée par Trump

On le voyait seulement chef de file des conservateurs, fier défenseur de la famille patriarcale, croisé contre le droit à l'avortement et assidu notoire du réseau Epstein…

Mais en pleine passe d'armes avec le pape, Trump est parvenu au miracle : en postant sur son réseau une image de lui-même en Christ, il a déterré parmi ses propres soutiens, les plus réactionnaires que lui, capables de l'accuser de blasphème !

On n'arrête pas le progrès… de la réaction.

Israël – Liban : guerre d'expansion barbare

L'armée israélienne multiplie les frappes meurtrières et les ordres d'évacuation au sud du Liban.

Depuis début mars sa guerre a déjà fait plus de 2.000 morts et un million de déplacés de force, dont 350.000 enfants.

Les infrastructures et habitations sont bombardées pour empêcher le retour des habitants. Des ponts sont détruits. Les ambulances et les professionnels de santé sont pris pour cible, mais *« le pire est à venir »*, a menacé le porte-parole de l'armée israélienne.

Pendant que les missiles pleuvent sans répit, les troupes au sol s'infiltrent dans le pays. Sous prétexte d'éradiquer le Hezbollah, l'objectif est visiblement d'occuper de façon durable la partie du Liban au sud du fleuve Litani.

Israël parle aujourd'hui de *« zone tampon »*, mais prévoit peut-être d'y installer des colons qui pourraient y exploiter les meilleures terres, en profitant des importantes ressources en eau.

Contrairement à ce que prétend le gouvernement d'Israël, l'extension de son territoire depuis Gaza jusqu'au fleuve Litani en passant par la Cisjordanie, ne sécurisera pas la vie des Juifs. C'est tout le contraire.

En plus de son caractère barbare et dévastateur pour les populations gazaouie, cisjordanienne et libanaise, la guerre expansionniste d'Israël est suicidaire pour la population israélienne, qui paiera de plus en plus cher le prix de la guerre.

La Torah dans la main gauche et une mitraillette dans la droite, dirigeants et colons israéliens engendrent une haine qui se dirige de plus en plus contre la population juive elle-même.

Elle qui avait reçu de la part des sionistes la promesse d'un havre de paix, d'une vie enfin libre après des siècles d'oppression et l'enfer de la Shoah, vit dans une guerre permanente.

Soudan : stop à l'horreur

La guerre au Soudan est entrée dans sa quatrième année. La guerre a déjà causé 400.000 morts et plus de 12 millions de déplacés. Le chef de l'aide humanitaire de l'ONU a qualifié ce conflit de *« laboratoire d'atrocités ».*



La guerre oppose les Forces de Soutien Rapide (FSR) à l'armée officielle, mais ses enjeux dépassent largement les frontières soudanaises. Les Émirats arabes unis appuient les FSR, tandis que l'Égypte, la Turquie, la Russie et l'Iran soutiennent l'armée officielle, en échange notamment de l'or du pays.

Derrière ces puissances régionales se profilent les intérêts des grandes puissances impérialistes, qui laissent leurs seconds couteaux agir à leur place.

Le conflit dépasse aussi les frontières : Éthiopie, Somalie, Soudan du Sud, Érythrée, Kenya. Le risque d'une guerre régionale est réel : flux d'armes, de réfugiés et de mercenaires font que les conflits s'alimentent mutuellement.

Pour en finir durablement avec la guerre au Soudan et empêcher les guerres et leurs *« laboratoires d'atrocités »* de se généraliser à toute la planète, il est urgent de se débarrasser de ce système capitaliste.

Hongrie : une claque électorale pour Orban

Malgré son contrôle de tous les rouages de l'État et des médias, Orban, l'homme fort de la Hongrie, indéboulonnable depuis 16 ans et vitrine de l'extrême droite européenne, vient d'être chassé du pouvoir, après avoir essuyé, le 12 avril, une lourde défaite électorale, malgré le soutien de Trump.

La plupart des ouvriers, des employés, des techniciens ou des artisans ont rejeté Orban parce que celui-ci les a enfoncés dans la crise. En quatre ans, les prix ont augmenté de 40 % et le pouvoir d'achat des classes populaires s'est effondré. À l'opposé, l'argent a coulé à flots vers le monde des affaires avec des scandales de corruption retentissants, Orban arrosant tous ses proches.

Si ce rejet reste dans le cadre électoral, rien de fondamental ne changera pour le monde ouvrier. Le remplaçant d'Orban, Peter Magyar, est un ancien dirigeant de son parti, le Fidesz, un homme du sérail tout aussi conservateur et anti-immigrés.

Parce qu'il se dit favorable à l'Union européenne, au contraire d'Orban, il est décrit comme le Macron hongrois. C'est dire que les travailleurs n'ont rien à en attendre !

Pour défendre ses profits dans cette période de crise, le grand patronat se fait plus féroce et brutal. Et derrière toutes les guerres qui se mènent, il y a celle, cachée mais permanente, de la bourgeoisie contre le monde ouvrier.

Et cela vaut dans tous les pays du monde. En Hongrie comme ici, la classe ouvrière n'a aucun intérêt à remettre son sort entre les mains de tel ou tel politicien. La classe ouvrière hongroise a montré sa capacité de révolte et d'organisation dans le passé.

En 1956, elle avait pris la tête d'une révolution contre le régime dictatorial imposé par le pouvoir stalinien en place en URSS. Les ouvriers avaient élu des conseils ouvriers dans les entreprises, non pas pour rétablir le patronat et le capitalisme, mais pour prendre eux-mêmes en main la direction de la société.

Ils réclamaient le droit de grève, la liberté syndicale, la reconnaissance des conseils et le retrait de l'armée russe, principal soutien du régime. Ils voulaient la fin du régime policier et la reconnaissance du gouvernement d'Imre Nagy qu'ils soutenaient.

Pour y parvenir, ils s'armèrent, organisèrent des milices ouvrières, ils prirent d'assaut les commissariats et résistèrent aux chars soviétiques envoyés contre eux. Ils ont ainsi fait vivre pendant plusieurs semaines ce pour quoi ils se battaient : un véritable pouvoir ouvrier démocratique.

Avec ce riche passé, les travailleurs hongrois ne sont pas condamnés à être les jouets de politiciens aussi véreux les uns que les autres, ils peuvent aussi écrire l'histoire !

Suivez nous sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique
Email:contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be